

[Text]

I think it is quite important to appreciate the context when we look at Public Service 2000. We are not starting from scratch. There was an enormous input into the D'Avignon committee from public servants across the country. We know a lot of the views, and they are getting confirmed day by day as we talk to people or through the attitudinal surveys that have been run through the Sussman studies that certainly your staff would be aware of. There is the attitudinal survey that was run more recently in Employment and Immigration, another one in the Department of Communications. A lot of information has been gathered through means that are perhaps less threatening than a public servant saying that his boss and his boss's boss are a pair of nitwits.

**Mr. Wilson:** I want to begin by saying there is one perspective from someone representing the Ottawa area and probably another perspective from the point of view of those who come from further away, and I would reflect the latter. There is the feeling on the part of some out there in the country that it does not require an arm of government or government employees to build airplanes, or indeed to fly them, or a government to own gas stations or to pump gas in competition with those who have invested and who do in the private sector.

I think there is a feeling out there too that the problems relate not to post-1984 but perhaps, as identified at the last meeting, from the huge expansion, proliferation, of government between 1968 and 1976, and the enormous growth in the Public Service. Rightly or wrongly, it appears to many that perhaps that was the source of the... Unfortunately it was not paid for at the time. People were not taxed sufficiently to bear the burden. So we have now an enormous debt and a deficit problem.

A lot of people out there in the so-called hinterland of the country see Ottawa as a kind of funnel where they are sending their tax money; it is recycled here, and there is a heck of a postage and handling charge before it gets back out to the folks. That is another perspective I would not want members of the committee, or indeed witnesses, ever to lose sight of. I think the people who are paying that freight are deserving of some accountability to ensure they have value for money. So it is against that perspective that I would approach the matter.

I want to follow up on a couple of comments that were made earlier. Mr. Dye talked about things being too complex, there being too many rules, too many restraints, lack of a focal point for leadership and accountability, things of that nature. I am wondering if he could give

[Translation]

Il est très important de comprendre dans quel contexte nous entamons la réforme de la Fonction publique. Nous ne partons pas à zéro. Nous profitons de tout ce que le Comité D'Avignon a recueilli auprès des fonctionnaires de partout au Canada. Nous avons déjà recueilli toute une gamme d'opinions, qui se confirment de jour en jour, à mesure que nous rencontrons des fonctionnaires et que nous étudions les enquêtes sur les changements de mentalité entreprises par le groupe *Sussman*, que vos documentalistes connaissent certainement. Le ministère de l'Emploi et de l'Immigration a lui aussi, plus récemment, effectué une enquête sur le changement des mentalités, de même que le ministère des Communications. Ce sont des méthodes qui nous permettent de recueillir des renseignements facilement et qui sont sans doute moins menaçantes pour le fonctionnaire que s'il devait affirmer que son patron, et le patron de son patron, sont de parfaits crétins.

**M. Wilson:** Il y a deux façons de voir les choses: l'une si l'on est à Ottawa, et l'autre si l'on habite ailleurs au Canada. J'aimerais m'arrêter à la dernière. Vous savez, ceux qui habitent ailleurs au Canada se demandent pourquoi il faudrait que ce soit le gouvernement qui construise des avions ou ses employés qui les fassent voler, et pourquoi il faudrait que le gouvernement soit propriétaire de stations-service et fasse concurrence à ceux qui y ont investi de leur propre temps et de leur propre argent et qui sont dans le privé.

Les Canadiens qui vivent à l'extérieur d'Ottawa ne pensent pas nécessairement que les problèmes ont surgi après 1984, mais ont plutôt l'impression—comme on a pu le constater lors de la dernière réunion—que les problèmes découlent de l'expansion monstre, de la prolifération, du gouvernement entre 1968 et 1976—je parle évidemment de la croissance énorme de la Fonction publique. À tort ou à raison, beaucoup de Canadiens ont l'impression que c'est là que réside la source du... Si les Canadiens font face actuellement à une dette et à un déficit énormes, on croit que c'est parce qu'à l'époque, on ne cherchait pas à rembourser ses dettes et qu'on ne taxait pas suffisamment les contribuables.

Les Canadiens qui habitent soi-disant l'arrière-pays considèrent Ottawa comme un entonnoir dans lequel on déverse tous leurs impôts: c'est à Ottawa que l'argent de leurs impôts est recyclé, et il faut beaucoup de frais de poste et de manutention avant que les contribuables canadiens soient remboursés. J'aimerais bien que les membres du Comité, ou même nos témoins, n'oublient pas ce point de vue. Les Canadiens qui payent méritent qu'on leur rende des comptes pour les convaincre qu'ils en ont pour leur argent. Voilà un point de vue qui me semble important pour votre réforme.

Laissez-moi revenir à certaines observations entendues plus tôt. M. Dye a affirmé que le gouvernement était trop complexe et qu'il était alourdi par de nombreuses règles et restrictions, qu'il y manquait de leadership et d'imputabilité, notamment. Peut-il nous donner des